

Budget

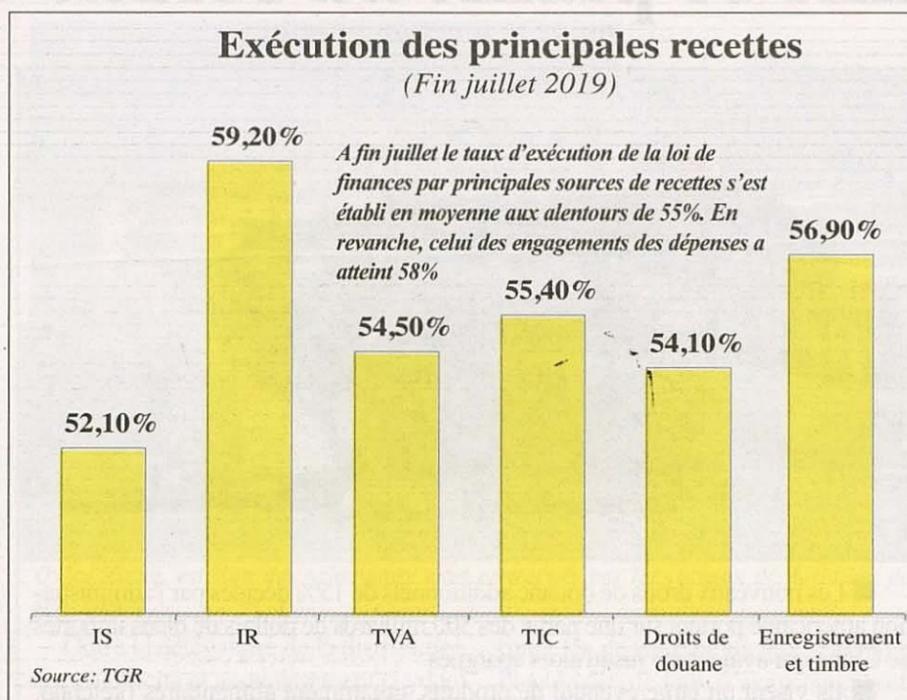
# Les dépenses de fonctionnement explosent

• Le besoin de financement s'établit à 33 milliards de DH à fin juillet

• Une partie des charges a été financée par le recours à l'emprunt

LA rentrée s'annonce chaude pour le gouvernement. En plus des ajustements attendus en ce qui concerne la gouvernance, il doit aussi s'atteler à apporter un brin d'équilibre aux finances publiques. Et pour cause! Le déficit budgétaire est sur une trajectoire ascendante. Sur les 7 premiers mois, les besoins de financement du Trésor se sont établis à 33 milliards de DH. D'où le recours à l'emprunt pour couvrir une partie des dépenses de fonctionnement.

La situation s'explique bien évidemment par la hausse des divers postes de dépenses. Globalement, l'augmentation avoisine les 10%. Elle résulte de 6,8% des charges de biens et services, du personnel de 2,7% et des autres biens et services de 13,7%. Les services de la dette augmentent également de 12,8% et la compensation explose de 48,2%. Le tout stimulé par les montants des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux (+76,4%) en raison de la TVA (4,9 milliards de DH au lieu de 2,2



contributions de 3,5%. Au total, les dépenses d'investissement se sont établies à 37 milliards de DH au lieu de 35,6 milliards, un an auparavant. Les dépenses de fonctionnement se sont établies à 122,4 milliards de DH dont 64,4 milliards ont concerné les traitements et salaires. Ces derniers sont en hausse de 2,7%. Celles de matériel ont augmenté de 12,5% (28,9 milliards de DH contre 25,7 milliards) et les charges communes ont explosé de 28,2% (23,8 milliards de DH contre 18,6 milliards). Ceci, suite à la hausse de 48,2%

Cette hausse s'explique par l'accroissement des charges en intérêts de la dette intérieure de 13,2% (18 milliards de DH au lieu de 15,9 milliards, une année auparavant).

Alors que les charges de la dette extérieure ont augmenté de 9,3%. En face, les recettes stagnent ou fluctuent selon les sources. Les recettes ordinaires brutes ont augmenté de 9,7%. Ceci, sans tenir compte du versement en 2018 de 24 milliards des dons des pays du Golfe. La TVA à l'importation a cru de 3,6% et les droits de douane se sont repliés de 3%. En revanche, la TVA à l'intérieur a plongé de 11,5% sous l'effet des remboursements. A préciser qu'à fin décembre 2018, les arriérés de TVA avaient totalisé 38,7 milliards de DH. Il en est de même de l'IS dont la recette s'est contractée de 1,5%. Mais la TIC que ce soit sur les produits énergétiques, le tabac ou l'alcool reste orientée à l'accroissement parfois à deux chiffres. Au final, l'augmentation des recettes nettes de la fiscalité domestique (remboursements et restitutions non déduites) se sont établies à 127,3 milliards de DH en hausse de 4,9%. Les recettes non fiscales ont plongé de moitié par rapport à fin juillet 2018. □

A.G.

## Les charges de fonctionnement à fin juillet

En millions de DH

	2018	Prévisions 2019	Janv.-Juillet 2019	Variation
Personnel	62.737	112.159	64.429	2,7%
Matériel	25.664	45.130	28.866	12,5%
Charges communes	18.565	44.095	23.809	28,2%
dont compensation	6.942	18.370	10.287	48,2%
Dépenses imprévues		3.700		
Remb, dégr, rest fiscaux	3.001	10.534	5.293	76,4%
Total	109.967	215.618	122.397	11,3%

Source: TGR

Sur les 7 premiers mois, les dépenses de fonctionnement se sont établies à 122,4 milliards de DH dont la moitié a concerné les traitements et salaires. Les achats de matériel ont coûté 28,9 milliards de DH

milliards). Le montant global des remboursements de TVA à l'intérieur et à l'importation (y compris la part supportée par les collectivités territoriales) a plus que doublé: 7 milliards de DH contre 3,2 milliards à fin juillet 2018. La forte hausse des remboursements fiscaux s'explique en grande partie par l'accroissement des restitutions au titre de la fiscalité domestique, TVA et IS. A fin décembre 2018, les arriérés de remboursement de la TVA et les demandes de restitution de l'IS ont été respectivement de 38,7 et de 3,9 milliards de DH.

Seule, la hausse de l'investissement a été limitée à 4%, due en particulier aux charges communes qui augmentent de 15,5%. En revanche, les ministères ont réduit leur

des émissions de la compensation. Le montant déboursé à fin juillet ayant atteint environ 10,3 milliards de DH, soit un plus de 3,3 milliards par rapport aux 7 premiers mois de 2018.

De leur côté les émissions des autres biens et services ont totalisé 42,4 milliards de DH. Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de la Caisse marocaine des retraites: 9,1 milliards de DH. Elles englobent également les subventions servies aux divers établissements et entreprises publics (16 milliards de DH contre 13,6 milliards à fin juillet 2018) et des versements aux comptes spéciaux du Trésor: 2,2 milliards.

Quant aux intérêts de la dette, ils ont augmenté de 12,8% à 20,1 milliards de DH.